

Affaires courantes

Les chiffres du mois d'août que citait la députée révélaient une baisse assez importante des ventes d'automobiles, ce qui a réellement influencé les statistiques sur la vente au détail.

Si elle veut bien se donner la peine de vérifier les statistiques de septembre, elle remarquera que les ventes d'automobiles ont augmenté de quelque 11 p. 100, et que même si les ventes au détail n'ont pas complètement repris leur niveau normal, le tableau n'est pas aussi dramatique pour septembre que pour le mois d'août. À certains égards, les résultats de septembre compensent ceux du mois d'août, notamment par la hausse de 11 p. 100 dans la vente au détail d'automobiles.

Je dois ajouter que la revente de maisons, un autre bon indice, continue de croître. La construction domiciliaire a montré une hausse de 19 p. 100 pour le troisième trimestre, par rapport au deuxième. Je pense que c'est une conséquence de la réduction des taux d'intérêt. Réparti sur une base annuelle, cela représente 181 000 mises en chantier.

Il s'agit, à mon avis, d'un indice très révélateur. Je dois dire que la baisse des taux d'intérêt représente une réduction d'environ 300 \$ par mois pour une personne ayant une hypothèque de 100 000 \$. C'est autant d'argent disponible que les consommateurs pourront dépenser, ce qui revitalisera le secteur des ventes au détail.

Mme le vice-président: Comme on peut le voir, les questions brèves n'impliquent pas nécessairement des réponses brèves.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

LA PÉRIODE DES QUESTIONS

Mme Sheila Capps (Hamilton-Est): Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je voudrais seulement préciser un point que j'ai eu la possibilité de clarifier avec vous.

Quand je posais ma question à la Chambre à propos de la Canadienne détenue en otage, le ministre ignorait le contenu du dossier en anglais comme en français. L'ignorance d'un dossier ne veut pas nécessairement dire qu'on s'en désintéresse. Ce que j'allais demander, étant donné qu'il n'était pas au courant du dossier, c'est s'il serait disposé à faire une déclaration à la Chambre à une date ultérieure.

Je connais les nuances du mot «ignorer». Ce terme peut quelquefois avoir un sens péjoratif, mais ce n'était pas mon intention dans le cas présent. J'ai en fait voulu

dire: «Puisqu'il ne connaît pas le dossier, pourrait-il faire une déclaration quand il se sera mis au courant?»

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, je voudrais seulement dire à la députée que le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et du Commerce extérieur va étudier immédiatement la question qu'elle a soulevée.

S'il ne vous donne pas la réponse aujourd'hui, je suis certain qu'il vous la fournira au début de la semaine prochaine. Il a l'intention de se renseigner immédiatement, et si la députée est disponible, je suis sûr qu'il va communiquer avec elle.

LES PROPOS DU MINISTRE

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je me demande si les ministériels veulent méditer sur le fait que le ministre de l'Énergie a montré, dans sa réponse, qu'il était incapable de faire la distinction entre la fission nucléaire, la fusion nucléaire et la technologie de l'hydrogène et qu'il ne savait pas laquelle émettait des ondes radioélectriques.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à 23 pétitions.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

GESTION DE LA CHAMBRE

DOUZIÈME RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter le douzième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre concernant le choix des questions devant faire l'objet d'un vote dans les initiatives parlementaires.